

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 07 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC METAL

32 rue Paul Sabatier
71530 Crissey

Références : D23.0163

Code AIOT : 0006302846

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement PAPREC METAL implanté ZI Le Bois Imbert 85280 La Ferrière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC METAL
- ZI Le Bois Imbert 85280 La Ferrière
- Code AIOT : 0006302846
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PAPREC METAL situé ZI du " Bois Imbert", sur le territoire de la commune de LA FERRIERE est une installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets dangereux. Cet établissement anciennement exploité par la société ATLANTIC METAL a fait l'objet d'un changement d'exploitant le 01 janvier 2021 et bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 14-DRCTAJ/1- 458 du 08 août 2014. Depuis 2018, ce site n'est plus agréé pour le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage, le renouvellement d'agrément n'ayant pas été demandé par la société ATLANTIC METAL.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Propreté du site
- Clôtures de l'installation
- Contrôle des rejets aqueux
- Installations électriques
- Entretien du séparateur d'hydrocarbures

- Hauteur des stockages extérieurs
- Admission des déchets
- Substances radioactives
- Protection des milieux récepteurs
- Moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Substances radioactives	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 2.1.4	/	Sans objet
2	Clôtures de l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 2.1.4	/	Sans objet
3	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 4.3.2	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.2.4	/	Sans objet
5	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 4.3.2	/	Sans objet
6	Hauteur des stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 5.1.7	/	Sans objet
7	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 5.1.4	/	Sans objet
9	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.5.5	/	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté au cours de ce contrôle un écart, pour lequel l'exploitant devra justifier de mesures correctives sous 1 mois (Substances radioactives - mesures prises en cas de détection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 2.1.4
Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage - Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.1.4 Intégration dans le paysage Propreté L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le site est correctement nettoyé et que son exploitation ne génère pas de dispersion de poussière, papiers, boues, déchets sur les voies publiques et les zones environnantes.

La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 2.1.4
Thème(s) : Autre, Contrôle de l'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.1.4 - Intégration dans le paysage [...] Contrôle de l'accès : Les personnes étrangères à l'installation n'y ont pas d'accès libre. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Lorsque l'activité de tri, transit ou regroupement est opérée en extérieur, l'exploitant met en place une clôture autour de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée. Dans le cas contraire, l'interdiction d'accès est a minima matérialisée par un affichage spécifique. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site est entièrement clôturé et qu'il est équipé d'un portail en bon état permettant d'en interdire son accès en dehors des heures d'ouvertures.



La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 4.3.2 - Rejets des eaux pluviales

[...]

Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites définies ci-dessous :

- MEST < 35 mg/l

- DCO < 300 mg/l

- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l

[...]

Constats : Les eaux pluviales de l'établissement sont rejetées au milieu naturel via un réseau après traitement par un séparateur hydrocarbures.

Lors de la visite d'inspection, la dernière analyse des eaux de rejet effectuée par le laboratoire "WESSLING Quality of Life" a été consultée (rapports n° ULY23-005281-1 du 09/03/2023). Elle ne soulève pas d'observation.

Observations : L'inspection signale à l'exploitant qu'il est difficile de rattacher le rapport "WESSLING Quality of Life" du 09/03/2023 au site PAPREC METAL de La Ferrière car le lieu de prélèvement de l'échantillon n'est pas assez explicite.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :


Article 7.2.4 - Installations électriques

[...]

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

[...]
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 10/05/2022 par la société APAVE. Un examen par sondage de ce rapport référencé 1363043-004-1 a été réalisé par l'inspection. Il ne soulève pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien du séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.3.2 - Rejets des eaux pluviales [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment, par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage et toute autre surface imperméable sensible (station de distribution de gasoil, plate-forme de stockage de déchets), sont traitées par un ou plusieurs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif équivalent. Ces ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations de leur constructeur. Leur bon fonctionnement fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les résidus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets. [...] Constats : Ce site est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures. L'inspection a réalisé un contrôle visuel de ce dispositif. Celui-ci est accessible, n'est pas détérioré et correctement entretenu. Le dernier entretien a été réalisé le 17/02/2023. Les déchets ont été pris en charge par la société ORTEC Services Environnement (BSD associés n° 6079-001015 et 6079-001184).

La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Hauteur des stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 5.1.7
Thème(s) : Autre, Stockage dans l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5.1.7 - Réception, stockage et traitement des métaux et déchets de métaux dans l'installation [...] Stockage [...] La hauteur de métaux et de déchets de métaux stockés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres de bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur ne dépasse pas

6 mètres.

[...]

Constats : L'inspection a pu constater que les hauteurs de stockage des déchets, notamment les ferrailles, ne dépassent pas les hauteurs imposées par l'arrêté préfectoral.



La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 5.1.4

Thème(s) : Autre, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 5.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de rétablissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il veille à la tenue des registres, dont le contenu répond a minima aux exigences de l'arrêté du 29 février 2012 et à l'émission des bordereaux prévus par les articles R. 541-42 à R. 541-48 du code de l'environnement.

Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un registre déchet entrant et sortant informatique (logiciel NESSY) tenu à jour et conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. L'inspection a aussi pu constater que l'exploitant utilise le logiciel "Trackdéchets" pour assurer le suivi des déchets dangereux. Aucune non-conformité n'a été mise en évidence.

Les prescriptions sont respectées.

Observations : L'inspection a réalisé un examen par sondage de la quantité de déchets entreposés sur le site le jour du contrôle. Aucune non-conformité à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral n'a été mise en évidence .

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Substances radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Équipement et mesures prises en cas de détection

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 7.3.5 - Substances radioactive

Équipement mobile de détection de matières radioactives

L'établissement est équipé d'un détecteur mobile de matières susceptibles d'être à l'origine rayonnements ionisants permettant de contrôler chaque chargement de déchets à risques.

Mesures prises en cas de défection de déchets radioactifs

En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées.

[...]

Constats : L'inspection a pu constater que le site est équipé d'un portique de détection des substances radioactives relié à une alarme visuelle et sonore située dans le local d'accueil. Tous les déchets qui entrent dans le site sont contrôlés par ce portique.



Une procédure "PAPREC Group" en cas de détection de déchets radioactifs est connue de l'exploitant. Toutefois l'inspection constate que cette procédure n'a pas été adaptée au site PAPREC METAL de La Ferrière et qu'aucune aire d'isolement n'est identifiée sur le site comme le prévoit l'arrêté préfectoral.

L'inspection considère qu'il s'agit d'une non-conformité, et que l'exploitant doit mettre en place une procédure spécifique à son site en cas de détection de substances radioactives adaptée. Cette procédure devra faire l'objet d'une formation et d'une information auprès des salariés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de confinement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 7.5.5 - Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement et bassin d'orage)

Les réseaux susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un dispositif de confinement partiel étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 320 m³.

Ce dispositif est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service sont actionnables en toutes circonstances.

Constats : Le site dispose d'un seul point de rejet des effluents aqueux comme indiqué sur le plan des réseaux d'eau qui a pu être consulté par l'inspection le jour du contrôle.

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'une plaque d'obturation souple qui permet, lors de sa mise en place au niveau du séparateur d'hydrocarbure, de mettre le site sous rétention.



Une modélisation de la capacité des eaux polluées susceptibles d'être retenue sur le site a été fournie par l'exploitant. La capacité modélisée respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

La prescription est respectée.

Observations : L'exploitant indique que ce dispositif d'obturation par plaque souple va prochainement être remplacé par un ballon d'obturation (de type airbag) avec déclenchement par une commande "coup de point".

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 7.5.3 - Ressources en eau

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre,

L'exploitant s'assure qu'en toute circonstance un débit de 60 m³/h (120 m³ pour deux heures d'extinction) est disponible soit par des poteaux incendie soit par des réserves complémentaires. Les poteaux incendie constituant le réseau hydrant sont situés à moins de 200 m du bâtiment et comportent des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Les réserves incendie complémentaires doivent être accessibles et aménagées pour permettre l'intervention des services de secours et être situées à moins de 200 m du bâtiment.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats : L'inspection a pu constater les points suivants :

- le site est équipé d'une réserve d'incendie constituée d'une bache souple de 45 m³ située derrière le bâtiment d'exploitation et d'un container dans lequel sont stockés différents équipements destinés à la lutte anti-incendie (canon à mousse, produit moussant, lance d'incendie, tuyau semi-rigide...)



- le site est équipé d'extincteurs à eau, à poudre et à CO₂ et différentes capacités.
- la dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 02/11/2022 par la société "Loire Incendie Sécurité".
- 3 poteaux d'incendie (références SDIS : 089-0064, 089-0065 et 089-0066) sont situés à moins de 200 m du site.

Ces moyens ne font pas l'objet d'observations.

Observations : Concernant la prévention du risque incendie, l'exploitant précise que des rondes sont également effectuées chaque nuit par une société de gardiennage (prévention vols + incendie). L'exploitant étudie actuellement la possibilité d'équiper le site de caméras thermiques

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet